

Michel Foucault, l'Etat et les bons pauvres

Revenu garanti, une utopie à portée de main

Levier du changement social ou instrument de maintien de l'ordre ? Les outils de politique économique sont souvent à double tranchant. On nationalise tantôt pour collectiviser la richesse, tantôt pour socialiser les pertes ; l'impôt rançonne ou redistribue selon qu'il cible les pauvres ou les cossus. Il en va ainsi du revenu universel : suivant les forces sociales qui le mettent en œuvre il soustrait les peuples aux règles du marché ou, tout au contraire, les y soumet.

Le dispositif proposé par l'économiste libéral Milton Friedman dans son livre *Capitalisme et liberté*¹ sous le nom d'impôt négatif entre sans ambages dans la seconde catégorie : l'Etat verse une somme fixe à chacun, mais, passé un niveau de revenus — situé par les libéraux autour du seuil de pauvreté —, le montant des impôts acquitté par le contribuable dépasse celui de l'allocation versée par l'Etat.

Mise en place dans plusieurs Etats américains au cours des années 1970, cette forme libérale de revenu garanti fait irruption à la même époque dans le débat public français par le biais de deux polytechniciens familiers des Etats-Unis et devenus conseillers du président de la République Valéry Giscard d'Estaing : MM. Lionel Stoléro et Christian Stoffaës. Ce dernier rédige d'ailleurs en 1973 pour le compte du Commissariat général du plan un "*Rapport du groupe d'étude de l'impôt négatif*".

Explorant les soubassements idéologiques du néolibéralisme lors de la session 1978-1979 de son cours au Collège de France², le philosophe Michel Foucault montre comment l'impôt négatif correspond à une forme de gouvernement qui aurait renoncé à l'objectif du plein-emploi. La logique néolibérale, explique-t-il, appréhende l'économie comme un jeu dont l'Etat fixe les règles et assure l'application.

Grâce au revenu garanti,

"il doit être impossible que l'un des partenaires du jeu économique perde tout et ne puisse plus, à cause de cela, continuer à jouer".

En d'autres termes, nul ne doit n'avoir plus rien à perdre ; l'Etat institue une clause de sauvegarde du système économique.

Deux dimensions de cette approche captivent et — pour l'une d'entre elles au moins — séduisent Foucault. La première est l'absence de jugement moral : l'allocation universelle vise les effets de la pauvreté et dédaigne ses causes.

¹ Milton Friedman, *Capitalisme et liberté* (1962), Robert Laffont, Paris, 1971.

² Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique*. Cours au Collège de France, 1978-1979, Gallimard-Seuil, coll. "Hautes Etudes", Paris, 2004, dont sont issues les citations qui suivent.

"Fondée sur la nécessité de venir en aide à ceux qui sont pauvres sans chercher à savoir à qui en revient la faute"³, selon les mots de Stoléru, elle rompt avec les politiques sociales traditionnelles en n'opérant aucune distinction entre le bon et le mauvais pauvre.

"Après tout," s'enthousiasme Foucault, "on se moque et on doit se moquer de savoir pourquoi quelqu'un tombe au-dessous du niveau du jeu social ; qu'il soit drogué, qu'il soit chômeur volontaire, on s'en moque éperdument."

L'Etat se contente,

"sans regarder plus loin, et par conséquent sans avoir à faire toutes ces investigations bureaucratiques, policières, inquisitoires, de lui accorder une subvention telle que le mécanisme par lequel on la lui accorde l'incite encore à repasser au niveau du seuil. (...) Mais s'il n'en a pas envie, ça n'a après tout aucune importance et il restera assisté".

En théorie du moins...

L'impôt négatif rompt également avec les politiques sociales mises en place après guerre en Europe en ce qu'il s'oppose à toute

"redistribution générale des revenus, c'est-à-dire en gros tout ce qu'on pourrait placer sous le signe de la politique socialiste".

Si la social-démocratie vise la réduction de l'écart des revenus, le néolibéralisme limiterait la pauvreté absolue et ignore les inégalités. Un seuil partage la société entre pauvres et non-pauvres. Au-dessus, explique Foucault,

"on va laisser jouer les mécanismes économiques du jeu, les mécanismes de la concurrence, les mécanismes de l'entreprise. (...) Chacun devra être pour lui-même ou pour sa famille une entreprise".

Sous le seuil, et à sa lisière, se trouve

"une espèce de population flottante (...) qui constituera, pour une économie qui a justement renoncé à l'objectif du plein-emploi, une perpétuelle réserve de main-d'œuvre".

Cet assistantat libéral,

"beaucoup moins bureaucratique, beaucoup moins disciplinariste qu'un système centré sur le plein-emploi", présente l'aspect biface du revenu d'existence "de droite".

D'un côté, "on laisse aux gens la possibilité de travailler s'ils veulent" ; de l'autre, "on se donne la possibilité de ne pas les faire travailler, si on n'a pas intérêt à les faire travailler".

³ Lionel Stoléru, *Vaincre la pauvreté dans les pays riches*, Flammarion, Paris, 1974.

Las, les idées libérales se lestent toujours de coercition lors de leur mise en œuvre. En France comme en Allemagne, l'Etat exige des allocataires du revenu de solidarité active (RSA) et du régime *Hartz IV* qu'ils manifestent à chaque instant la bonne volonté des bons pauvres.

Pierre Rimbert

► lire "[Imaginer un revenu garanti pour tous](#)"

► Dossier [Une utopie à portée de main](#) > Assurer à chacun, sans conditions, une somme mensuelle suffisante pour vivre ? Impossible de balayer la proposition en arguant de son infaisabilité économique : il serait tout à fait envisageable de la mettre en œuvre. C'est surtout sur le plan philosophique que le revenu garanti pose des questions épineuses, puisqu'il implique de renoncer à (...)

► [Imaginer un revenu garanti pour tous](#) > Mona Chollet - Inventer une autre vie, d'autres rapports sociaux, peut sembler hors de propos en période de crise. L'exercice n'a pourtant jamais été aussi nécessaire. En Europe, en Amérique latine, en Asie, l'idée d'un droit (...)

► [Financer l'allocation universelle](#) > Baptiste Mylondo - "Mais ce serait impossible à financer !" La première objection faite aux promoteurs d'un revenu universel déconnecté de l'emploi est sans doute aussi la plus faible. Toutefois, les modalités de ce financement (...)

► [En Inde, l'expérience revitalise les villages](#) > Benjamin Fernandez - Dans l'Etat indien du Madhya Pradesh, un syndicat de femmes a lancé en 2011 une expérience-pilote de revenu inconditionnel. La somme versée ne suffit pas pour se passer d'emploi, mais favorise les initiatives (...)

► [De par le monde...](#) > Afrique du Sud. Le Congrès des syndicats sud-africains (Congress of South African Trade Unions, Cosatu), proche du Congrès national africain (African National Congress, ANC) au pouvoir, milite depuis la fin (...)

► [Plaidoyers](#) > Aujourd'hui, chacun est contraint, sous peine d'être condamné par contumace pour lèse-respectabilité, d'exercer une profession lucrative, et d'y faire preuve d'un zèle proche de l'enthousiasme. La partie adverse se (...)

► [A reculons](#) > André Gorz - Proche de Jean-Paul Sartre, cofondateur, en 1964, du "*Nouvel Observateur*", le philosophe André Gorz (1923-2007) s'est converti progressivement à un éco-socialisme dont il est devenu l'un des principaux (...)

► [Bibliographie et sites Internet](#) > Bibliographie • Jérôme Akinora, *Les Aventuriers du RMI, L'Insomniaque*, Montreuil, 2004. Collectif, *Manifeste des chômeurs heureux*, préface de Nicolas Arraitz, postface de Guillaume Paoli, *Le Chien rouge*, (...)